



Collectif Racine
Les enseignants patriotes

contact@collectifracine.fr

www.collectifracine.fr

La lettre

N°7 - septembre 2015

Publication trimestrielle

3€

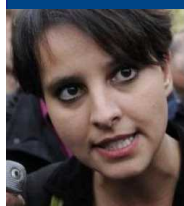
Directeur de la publication & de la rédaction : Alain Avello | Conception & réalisation : Arnaud de Rigné



2 ans déjà !

NUMERO SPECIAL

Réforme des
rythmes scolaires :
1 an après



Suivi de la
réforme
des rythmes
scolaires

Sommaire

- Page 2 à 3 :** Retour sur ces deux années
- Page 3 :** Suivi de la réforme Valls-Vallaud-Belkacem
- Page 4 :** La rentrée de tous les enfumages
- Page 4 :** Juppé, NVB : la même École de l'échec !
- Page 5 à 11 :** Entretiens avec les enseignants du CR
- Page 11 :** Le CR en chiffres, après deux ans d'activité
- Page 12 :** L'actualité du CR

Entretiens exclusifs :
ces enseignants avec
Marine Le Pen



Le Collectif Racine, 2 ans après, c'est ...

près de 1200 adhérents, une implantation dans 15 départements, des groupes de travail nationaux, ...

Que ne s'était-on étonné, il y a de cela deux ans, de la constitution d'un collectif d'enseignants, composante du Rassemblement Bleu Marine et, à ce titre, lié au Front National. Cela bouleversait en effet les représentations si bien campées dans les esprits, déroutait les analyses sociologiques, ruinait les préjugés.

A partir du 12 octobre 2013, date où fut officiellement lancé, en présence de Marine Le Pen, le Collectif Racine, il a donc fallu compter avec des enseignants à l'engagement patriote assumé (hors, bien sûr, du cadre d'exercice de leur profession), prêts à faire peu à peu céder les digues idéologiques, résolus, au-delà de leur engagement personnel, à faire collectivement bouger les lignes.

Dès l'origine, nous étions tous unis, et le sommes plus que jamais, dans la conviction profonde, largement partagée au-delà de nos rangs d'ailleurs, que gauche et droite, UMP comme PS, détiennent une commune responsabilité dans la faillite de notre système d'éducation, et que seul le véritable changement politique dont le FN-RBM porte les promesses permettra de redresser l'École et l'Université françaises.

Si le milieu enseignant pouvait jusque-là se croire largement hors de portée des thématiques nationales et patriotiques, les choses se sont alors mises à changer. Et les syndicats qui se trouvaient jusqu'à présent en position de monopole idéologique ont perçu, bien souvent dans la panique, ce qui n'était pourtant que salutaire évolution : dans les « salles des profs », les sympathies se sont faites de moins en moins tacites et de plus en plus nombreuses. En somme, débutait la pénétration de nos idées dans un milieu professionnel qui leur était traditionnellement l'un des plus fermés, et celle-ci n'a cessé depuis de se poursuivre.

Les sondages d'ailleurs n'ont pas manqué de souligner cette dynamique : si, en 2012, seuls 5% des enseignants — 40000, environ — avaient placé dans l'urne un bulletin « bleu marine », leurs intentions de vote pour la prochaine présidentielle connaissent une augmentation de 60%, selon l'IFOP (juin 2015). Gageons que ce sera plus d'un enseignant sur dix qui, en 2017, portera ses suffrages sur la candidature de Marine Le Pen !

De sorte à amplifier cette dynamique, et à répondre aux multiples demandes nous parvenant des quatre coins de France, nous avons développé l'implantation locale de notre collectif : d'avril 2014 à aujourd'hui, j'ai donc parcouru le territoire national, en compagnie d'Arnaud de Rigné, afin d'inaugurer pas moins de quinze sections départementales, de nombreuses autres restant à venir. Les enseignants patriotes, quelle que soit leur zone géographique, peuvent donc se rencontrer, échanger, débattre et unir leurs compétences. Et, fait notable et révélateur des attentes auxquelles nous répondons, les ont rejoints des collègues qui n'avaient auparavant jamais rallié le Front National ni le Rassemblement Bleu Marine, beaucoup d'entre eux « franchissant le pas » dans le sillage de leur adhésion à notre collectif.

En parallèle, nous avons donné un très large écho aux nombreux travaux que nous produisons : analyses, tribunes, articles divers exprimant nos critiques des politiques éducatives passées comme présentes, ou traçant les perspectives que le redressement de l'École et de l'Université que nous préparons se devra d'emprunter, laissant affleurer quelques unes des propositions que nous porterons en vue de la présidentielle.

Nous avons largement fait connaître, tout particulièrement par de nombreux communiqués, les positionnements

indéfectiblement républicains qui sont les nôtres, pour une École et une Université de l'excellence et de l'égalité bien comprise, c'est-à-dire recentrées sur leurs missions, reconnaissant pleinement le mérite des élèves et étudiants, et garantes à ce titre d'équité et de promotion sociale juste.

Que d'authentiques défenseurs de l'École de la République expriment leur proximité ne nous a donc que peu étonnés : ce fut le cas de Jean-Paul Brighelli qui, même s'il s'est finalement détourné de la main que nous lui tendions, a assumé par deux fois, dans sa tribune du Point, ses convergences : sur l'enfumage que représente la généralisation du numérique à l'École, et, plus largement, sur l'essentiel de nos positions.

Oui, nous avons commencé à faire bouger les lignes, à mesure de notre inlassable travail. Les trois ministres qui se sont succédé depuis 2012, il est vrai, ne nous ont pas laissés chômer, eux qui n'ont eu de cesse de poursuivre l'entreprise de sape, conduite si opiniâtrement déjà par leurs prédécesseurs de gauche comme de droite. Nous avons donc dû nous emparer progressivement de tous les dossiers et monter sur tous les fronts.

Dès la fin novembre 2013, j'ai par exemple mené, aux côtés de nos adhérents enseignant en classes préparatoires, une opération pour la défense de leur statut, gravement menacé alors, comme l'étaient à travers lui ces classes d'excellence elles-mêmes. Ainsi nous sommes-nous imposés comme l'un des fers de lance du combat gagnant pour la défense des « prépas », en réaffirmant du même mouvement notre attachement à l'élitisme républicain, dont ces classes représentent l'un des derniers bastions. Et les assemblées générales qui en cette période se constituaient dans les établissements ont dû souvent se déterminer par rapport à nos positions, dont la légitimité n'a pas manqué d'apparaître.

Très tôt aussi, nous avons dénoncé avec force et constance l'abrogation qui se profilait des décrets de 1950, décrets définissant non seulement le statut des professeurs du secondaire, mais leurs missions en termes d'« heures de cours disciplinaires », garantie de ce que, dans les collèges et lycées, la finalité essentielle de l'enseignement soit d'instruire. Ces décrets, dont l'UMP depuis longtemps déjà voulait la suppression, c'est le PS qui finalement les aura mis à mort, et cela avec la complicité de la plupart des organisations syndicales...

Ces collusions UMPS-syndicats ont alors pleinement justifié que nous fassions entendre notre voix à l'occasion des élections professionnelles de novembre-décembre 2014, dont nous avons troublé le jeu habituellement si fermé en influant sur leurs résultats, comme cela a été reconnu par plusieurs médias et, en direct à la télévision, le 3 mai dernier, par N. Vallaud-Belkacem elle-même : le jour-même où débutaient ces élections, j'appelais les personnels de l'éducation à faire barrage aux organisations syndicales qui, sous couvert d'un activisme de façade, se font les meilleures complices des réformes UMPS, en exceptant de la critique deux syndicats, à la progression desquelles ce soutien allait donc contribuer.

Nous nous sommes encore hissés à l'avant-poste de la contestation en cours contre la catastrophique réforme Valls-Vallaud-Belkacem du collège, par la publication de nombreux textes — analyses, articles, communiqués —, repris dans un numéro spécial de notre « Lettre », le lancement d'une pétition nationale, une réunion publique, au mois de juin dans le Vaucluse... Et, dans le prolongement de notre dénonciation inlassable du « collège unique », dont la réforme constitue l'amplification, la cohérence de nos positionnements n'a pas manqué de trouver, à cette occasion aussi, un très large écho, au point de susciter de nombreux ralliements. ●●●

De sorte que, oui, le travail accompli à ce point porté ses fruits que le Collectif Racine s'est progressivement imposé dans le monde de l'éducation comme une force de premier plan, dont la voix fait autorité, car elle constitue l'expression d'une conception de l'Ecole et de l'Université garantes des intérêts individuels des enfants et jeunes gens et de celui, collectif, de la nation.

De l'engagement en faveur des « prépas », à la dénonciation inlassable de la réforme du collège, en passant par celle des collusions syndicales à l'égard des réformes d'inspiration mondialiste et ultralibérale et par la défense d'une Ecole fondée sur les principes de la République, le tout consacré par un ministre contraint de se positionner par rapport à notre influence reconnue, voilà le chemin parcouru qui a réellement fait rayonner, et de façon croissante, le Collectif Racine !

Parallèlement, nous avons entrepris un important et décisif travail programmatique que nous comptons bien inscrire dans l'histoire : j'ai en effet constitué, sur la base des compétences qui se faisaient jour parmi nos adhérents, huit groupes de travail nationaux ; ils comptent de nombreux contributeurs actifs manifestant un haut niveau d'expertise, qui mènent une réflexion de fond sur l'ensemble des dossiers (sur chaque niveau d'enseignement, sur les programmes scolaires, sur la nécessaire revalorisation de la voie professionnelle, sur le non moins nécessaire rétablissement de l'autorité des maîtres, sur la violence et les parcours scolaires, le redoublement notamment, sur l'apprentissage, l'éducation prioritaire, sur l'organisation administrative de l'Education nationale, etc.). Le travail collectif de ces groupes spécialisés consiste à construire, par la conception de réformes détaillées et chiffrées, à la fois de bon sens et novatrices, pragmatiques et ambitieuses, un projet pour l'Ecole et l'Université qui nourrira la partie éducation du futur programme présidentiel.

Forte de la confiance de Marine Le Pen, bénéficiant du soutien jamais démenti de Florian Philippot et de Bertrand Duthéil de la Rochère, pouvant compter sans réserve sur l'engagement vigoureux de nos responsables départementaux et sur l'aide précieuse de ceux du Front National, sur la remarquable capacité d'expertise de tous ceux qui, dans le cadre de nos groupes de travail, contribuent à l'élaboration du futur programme présidentiel, du très large écho qu'au titre du bon sens comme de la légitimité et de la cohérence de nos positions, nous rencontrons dans l'opinion, la dynamique impulsée par le Collectif Racine, il y a de cela deux ans déjà, ne peut que s'amplifier encore.

Dans un peu plus d'un mois, le 12 octobre prochain, nous fêterons le deuxième anniversaire de notre mouvement, dans la fierté du travail déjà accompli et dans celle des missions qui nous échoient. Ce numéro spécial est consacré à l'événement : il revient sur le travail déjà accompli, propose une série d'entretiens de quelques uns de nos responsables et adhérents, mais communique aussi sur l'actualité, celle de la rentrée, tout particulièrement. Car cette commémoration est pleine d'un avenir annonçant de futurs combats, jusqu'à la victoire, pour l'Ecole et pour la République.

Vive le Collectif Racine ! vive l'Ecole de la République ! et vive la France ! ●



Alain Avello
Secrétaire général du CR



Suivi de la réforme des rythmes scolaires

Réforme des rythmes scolaires : un an après

Najat Vallaud-Belkacem est suffisamment étrangère à la réalité de l'école pour espérer que la réforme du collège fasse oublier aux Français la réforme des rythmes scolaires, datant d'un an maintenant.

Or, ni les parents d'élèves, ni les enseignants ne sont satisfaits de ce nouveau système qui engendre clairement **fatigue** et **insécurité**, et par conséquent une dégradation des conditions de travail pour les enfants et les professeurs des écoles.

Sans coupure dans la semaine, l'inattention et l'irritabilité des élèves à partir du jeudi, participent au climat tendu dans la classe et dans l'établissement. Si l'objectif du ministre était une meilleure réussite des enfants, elle est loin d'être atteinte.

De surcroît, les activités périscolaires, gérées par la municipalité « avec les moyens du bord », ne sont la plupart du temps pas adaptés aux besoins des élèves : beaucoup d'excitation dans un cadre mal défini et peu rigoureux. Les enseignants se voient réquisitionner leur salle de classe transformée pour les TAP (Temps d'activités périscolaires) en salle de jeux, géré par un animateur qu'ils ne connaissent pas. Par conséquent, le maître ayant appris à ses élèves que la salle de classe est un lieu de travail « sanctuarisé » se voit forcément remis en cause.

D'autre part, les parents verront à nouveau leurs emplois du temps changer puisque beaucoup de communes réviseront les horaires de l'école à l'issue de la première année de la réforme. Il faudra encore s'adapter !

Le professionnalisme des intervenants n'étant pas garanti, ni même clairement défini, les familles soucieuses de la sécurité de leurs enfants renoncent à les laisser à l'école durant le TAP. Il s'avère en effet que de multiples incidents ont eu lieu depuis la mise en place de cette réforme.

Enfin, la confusion entre les temps périscolaires gérés par le maire et les temps scolaires engendre parfois une véritable ingérence de la municipalité. En effet, celle-ci ne se gêne pas dans certaines communes pour pousser les enseignants à participer à leurs multiples projets culturels, « arrosant de subventions » au passage, leurs associations favorites, protagonistes de « l'école ouverte sur le monde »...

Décidément, elle est loin l'école républicaine des pères fondateurs, pour qui l'institution « doit être un sanctuaire où le bruit de la société ne parvient pas ». ●



Valérie Laupies
Vice-présidente du CR
Conseillère régionale PACA



La rentrée de tous les enfumages

Cette rentrée 2015 annonce l'amplification du désastre frappant notre système scolaire. Elle est tout autant celle de tous les enfumages. En premier lieu, elle prélude à la mise en application de la catastrophique « réforme du collège » qui impliquera une amputation sans précédent des horaires dédiés aux fondamentaux, au profit de ces gadgets pédagogistes (« accompagnement personnalisé », « enseignements pratiques interdisciplinaires »...) condamnant les élèves à apprendre toujours moins, alors que 20% d'entre eux ne maîtrisent, à l'entrée en sixième, ni la lecture, ni l'écriture, ni le calcul. Quant aux programmes qui encadreront les enseignements dispensés par le « nouveau collège », rien n'est encore arrêté à leur sujet.

Ce qui caractérise cette rentrée, c'est, de façon générale, l'amateurisme d'un ministère inspiré, semble-t-il, par ses seules lubies idéologiques, lors même qu'il préside, pour l'heure du moins, aux destinées de l'Ecole de la République. Par souci de dissimuler l'échec scolaire, le redoublement devient à présent « l'exception » quand, dans le même temps, aucune remédiation sérieuse aux difficultés rencontrées par de nombreux élèves n'est mise en œuvre. Pareillement, la possibilité pour ceux ayant échoué au Bac de ne repasser que certaines matières, projet lui aussi inspiré par cette idéologie organisant l'effondrement du niveau d'exigence, n'a pourtant pas dépassé le stade de simple annonce, laissant tout le monde dans le flou.

Mais, c'est l'« Enseignement Moral et Civique » (EMC) qui est au plus haut point emblématique de la politique scolaire conduite par ce gouvernement, où se mêlent aveuglement idéologique et amateurisme complet. Imposé à la hussarde du CP à la Terminale, cet « enseignement » n'est lui non plus encadré par aucun texte réglementaire précis. Cela suscite une inquiétude légitime quant aux contenus qui seront enseignés, à plus forte raison sous l'égide d'un ministre qui, apprenait-on, nourrit le projet de convier, dans les salles de classe, les familles d'élèves étrangers à parler leurs langues, afin que les enfants s'imprègnent, dans la joie du « vivre-ensemble », de cette « diversité »... Voilà donc la réponse que le ministre entend apporter au délitement communautariste de notre société, l'« EMC » étant à l'Ecole, ce que le site « stop-djihadisme » est au renseignement antiterroriste : un enfumage de plus, dissimulant à peine les faiblesses et les renoncements de l'Etat. ●

Alain Avello
Secrétaire général

Juppé, Vallaud-Belkacem : la même École de l'échec !

Alain Juppé tente de se refaire une jeunesse en couverture du Parisien Magazine, et son cheval de bataille face à un Nicolas Sarkozy dorénavant inaudible, c'est l'École. L'ancien Premier ministre annonce d'ailleurs vouloir « mettre le paquet » sur l'école primaire. Mais la copie de rentrée de M. Juppé mériterait certainement un zéro pointé, tant elle est vide et racoleuse.

Derrière les promesses à peu de frais, aucune proposition concrète n'est faite pour relever le niveau catastrophique des élèves arrivant en 6ème. Rappelons en effet que ce sont 300.000 élèves qui, chaque année, entrent en 6ème sans maîtrise suffisante de la lecture, de l'écriture et du calcul. Et face à cette débâcle, les trois problèmes majeurs que rencontre l'enseignement primaire en France ne font l'objet d'aucune proposition par M. Juppé. Il ne traite :

– ni des diminutions d'horaires pour les enseignements fondamentaux (lecture, écriture, calcul) au profit de la multiplication excessive des sorties, des intervenants extérieurs et des cours d'éveil à ceci ou cela ;

– ni des méthodes d'enseignement nocives comme la méthode globale ou la méthode mixte dans l'apprentissage de la lecture, qui ont pourtant démontré depuis des années leur potentiel de destruction ;

– ni de la formation des professeurs dans les ESPE (Écoles supérieures du professorat et de l'éducation), qui ont pris la suite des IUFM, et qui sont sous la mainmise hégémonique des Sciences de l'éducation opérant un véritable endoctrinement aux idées fumeuses de la Nouvelle Pédagogie.

M. Juppé oublie l'essentiel, il lui reste donc l'accessoire. Et ce n'est pas l'introduction d'« animateurs linguistiques » en crèche qui améliorera un temps soit peu la situation de l'enseignement primaire, proposition qui révèle par ailleurs le langage technocratique et peu respectueux des enseignants qu'utilise l'ancien premier ministre UMP. L'autorité des professeurs est mise à mal ? Alain Juppé leur dit placidement : « Les temps changent, il faut s'y faire ». Au lieu de rétablir l'autorité, il préfère s'attarder sur des mesures inefficaces.

Le Collectif Racine et le Front National ne peuvent accepter de rester les bras ballants face au massacre de l'Ecole de la République. Les gouvernements de droite comme de gauche ont laissé pourrir la situation, voire l'ont aggravée, soit par idéologie, soit par crainte d'affronter pleinement le problème. Les pseudo-mesures d'Alain Juppé pour l'école ne font donc que prolonger la longue litanie des renoncements, que nous entendons bien rompre une fois pour toute. ●

Communiqué du **Front National**
et du **Collectif Racine**

Entretiens : ces enseignants qui s'engagent aux côtés de Marine Le Pen

Ils sont jeunes professeurs ou enseignants expérimentés et ont un point commun : ils s'engagent, aux côtés de Marine Le Pen, pour le redressement de l'Ecole.



Gilles Pennelle
Professeur
d'histoire et géographie
Tête de liste en Bretagne
pour les régionales



Nathalie Le Guen
Professeur d'espagnol
Conseillère municipale
de Bègles



Aymeric Durox
Professeur
d'histoire et géographie



Valérie Laupies
Directrice d'école
Conseillère régionale PACA



Didier Vernet
Professeur de français
Conseiller municipal
de La Baule



Entretien avec **Aymeric Durox**,
professeur d'histoire et géographie

Aymeric Durox, pourriez-vous, s'il vous plait, vous présenter à nos lecteurs ?

J'ai 30 ans, parisien de naissance, expatrié à Toulouse dans le cadre de mes études, science po et droit. Par la suite, je suis revenu à mon premier amour, l'histoire, en reprenant des études historiques et en passant le CAPES afin d'enseigner ma passion. J'enseigne aujourd'hui l'histoire-géographie en section européenne en lycée.

Quels liens faites-vous entre votre engagement politique et votre engagement pour le redressement de l'Ecole et de l'Université françaises ?

J'ai été marqué très jeune par une phrase de Jules Simon, homme politique de la III^{ème} République spécialiste des questions d'enseignement : « le peuple qui a les meilleures écoles est le premier peuple. S'il ne l'est pas aujourd'hui il le sera demain. ». Cette citation lourde de sens symbolise à mes yeux l'importance cruciale de l'Ecole pour une nation qui se veut souveraine et indépendante. S'engager pour l'excellence de l'Ecole, c'est donc œuvrer pour l'avenir de mon pays.

Vous débutez dans le métier d'enseignant, que pensez-vous du déficit d'image dont il souffre aujourd'hui, et qu'est-ce qui vous a néanmoins conduit à choisir cette profession ?

Par la destruction progressive du savoir, de la transmission, de l'autorité morale et intellectuelle des enseignants qui ont pourtant une mission noble et fondamentale au service du pays, les pédagogues et autres déconstructivistes ont détruit le crédit et le prestige dont jouissaient les professeurs dans un pays qui accordait autrefois une grande importance à la culture. Ainsi, les enseignants sont aujourd'hui discrédités auprès des élèves, des parents, de leur administration même, et de la société en général.

« S'engager pour l'excellence de l'Ecole, c'est œuvrer pour l'avenir de mon pays. »

Cependant, persuadé du rôle primordial qui est le nôtre dans un contexte troublé, et animé par la passion de l'histoire et du service de l'Etat, j'ai décidé d'épouser une carrière et un métier qui ont encore un sens dans un monde qui en a de moins en moins.

Quels sont à votre avis les principaux maux dont souffrent l'Ecole et l'Université ?

Résumer quarante années de destruction en quelques mots relève de la gageure mais en bref : remise en cause progressive de la culture classique, des méthodes ayant prouvé leur efficacité, des fondamentaux, de la transmission et de l'autorité du professeur par des pédagogues empreints de culture gauchiste et animés par une vision progressiste et biaisée de l'homme. Pour parvenir à l'homme moderne, faisons table rase du passé au détriment de tout ce qui avait jusqu'alors fonctionné ! Résultat, un niveau général objectivement en baisse, une école en crise, un modèle républicain en berne, et aucune remise en cause. Bien sûr, la lâcheté de nos hommes politiques incapables de réformer est aussi à pointer du doigt.

Vous êtes engagé pour la victoire de Marine Le Pen en 2017 ; quelles vous semblent être les mesures prioritaires qu'il conviendra de mettre en œuvre pour l'Ecole et l'Université ?

Le chantier est vaste mais crucial. L'école primaire doit être à mon sens le premier, puisque la racine des dysfonctionnements provient de là. Il s'agit de remettre les fondamentaux au cœur de l'enseignement primaire, que les enfants sachent lire, écrire et compter. De manière générale, il faut remettre le savoir au cœur de l'école, et redonner une place centrale à l'enseignant. ●



Entretien avec **Didier Vernet**,
professeur de français

Didier Vernet, pourriez-vous, s'il vous plaît, vous présenter à nos lecteurs ?

Je suis professeur de lettres. J'enseigne le français et le latin auprès d'élèves du collège et du lycée. Je suis également responsable FN et conseiller municipal à La Baule en Loire-Atlantique.

Quelles sont les raisons qui ont motivé votre engagement au Collectif Racine ?

Je ne conçois pas la politique comme la simple critique de ce que font les autres. Notre rôle est de trouver les solutions à mettre en œuvre lorsque nous arriverons au pouvoir. Ce n'est pas toujours facile, il y a du travail à faire, il était normal que je participe à cet effort.

« Ce n'est pas mon propre avenir qui m'intéresse mais celui de nos enfants. »

Quels liens faites-vous entre votre engagement politique et votre engagement pour le redressement de l'Ecole et de l'Université françaises ?

Comme pour beaucoup de gens de mon parti, ce n'est pas mon propre avenir qui m'intéresse mais celui de nos enfants. Bien sûr, en tant qu'enseignant, l'école me préoccupe particulièrement mais c'est aussi le cas de chaque parent.

Quels sont à votre avis les principaux maux dont souffre l'Ecole de la République ?

Je dirais que le mal principal qui frappe l'éducation est le manque de « discipline », dans tous les sens du terme. Ainsi les programmes modernes vantent l'interdisciplinarité alors que le savoir a besoin d'être cloisonné par matière et même par chapitre pour être compris et mémorisé. On va à l'encontre du bon sens et des règles de l'esprit. Cette déconstruction généralisée s'accompagne de l'idée que tout se vaut : égalitarisme benêt illustré notamment par « l'égalité filles-garçons » (ce qui est différent est pareil), par la suppression des notes, les taux de réussite mirifiques, les rapports professeurs-élèves etc. Or il faut privilégier la « discipline » au sens étymologique, l'attitude du disciple (*discipulus*) face au maître (*magister*). Il faut retrouver le caractère noble de la relation entre l'élève et le professeur et surtout entre l'élève et le savoir. L'élève doit se sentir héritier d'une civilisation, être conscient que c'est une part de sa propre humanité qui lui est apportée par les professeurs.



Intervention de Didier Vernet en conférence de presse en vue des départementales 2015

On est loin de la situation actuelle où l'élève désapprend sa culture et doit faire repentance en dénigrant l'histoire de son peuple. Sous l'influence des Taubira, des Peillon ou des Vallaud-Belkacem, l'école est devenue une sorte d'annexe du journal télévisé et sert essentiellement à débiter un discours politiquement correct. On ne valorise plus l'esprit critique ou l'intelligence, on se contente de normaliser idéologiquement les cerveaux dès la maternelle.

« On ne valorise plus l'esprit critique ou l'intelligence, on se contente de normaliser idéologiquement les cerveaux dès la maternelle. »

Vous êtes engagé pour la victoire de Marine Le Pen en 2017, quelles vous semblent être les mesures prioritaires qu'il conviendra de mettre en œuvre pour le redressement de l'Ecole ?

Il faut rétablir les programmes et les méthodes qui ont fait leurs preuves, en finir avec l'idéologie et l'égalitarisme et redonner le sentiment que l'on va à l'école pour y rencontrer quelque chose de plus grand que soi. •



Didier Vernet et Arnaud de Rigné lors d'une conférence de presse à La Baule (Loire-Atlantique)



Entretien avec **Arnaud de Rigné**,
étudiant et investi au sein du CR

Arnaud de Rigné, vous êtes très investi au sein du Collectif Racine, en quoi consiste au juste votre activité ?

Mon activité consiste à établir, développer, et mettre au point l'organisation interne du collectif, c'est-à-dire, tout ce qui concerne la face « cachée », la partie immergée de l'iceberg. Le Collectif Racine étant une association à part entière, et dotée d'outils qui lui sont propres (par exemple un site internet et une publication trimestrielle), il est nécessaire d'avoir une équipe pour gérer tout cela.

Etudiant, et par ailleurs très engagé en politique — vous appartenez au bureau national du FNJ —, quelle cohérence trouvez-vous entre vos différentes activités ?

Le FNJ fait partie, tout comme le CR, du Rassemblement Bleu Marine. D'ailleurs, je fais également partie du Collectif Marianne, qui concerne les étudiants. Dans tous les cas, l'objectif est le même : défendre la cause nationale, et tout faire pour que les dirigeants de demain défendent enfin l'intérêt national. Avoir une double ou une triple casquette permet de diversifier le mode d'action politique : je fais au FNJ quelque chose de bien différent de mon travail au sein du CR. Les militants me connaissent surtout par rapport au FNJ car c'est par ce biais que je suis le plus visible ; mais mon travail dans l'ombre, au Collectif Racine, est pour moi tout aussi essentiel que celui que je produis au FNJ. Je ne conçois pas faire l'un sans l'autre à présent. J'y trouve mon compte dans les deux cas : dans l'un ou dans l'autre, j'ai vraiment l'impression de participer à la grande entreprise du redressement national.

Vous participez donc activement à l'implantation du Collectif Racine dans les départements, pouvez-vous nous parler des expériences auxquelles cela a donné lieu ?

Le travail du lancement des sections départementales se fait essentiellement en amont, de la prise de contact avec les responsables locaux (fédération et enseignants) jusqu'à l'envoi d'invitations aux journalistes et aux militants. Ainsi, nous préparons à l'avance les différents visuels destinés à la conférence par exemple. Parfois, compte-tenu du travail à fournir pour le lancement des sections départementales, certains visuels ont été conçus et imprimés le jour-même du lancement, vers 5 heures du matin, avant le départ pour la conférence. Ce travail continu se poursuit lors du lancement de la section, où il a été quelques fois nécessaire de rédiger un communiqué au dernier moment, pour les journalistes. Pour que tout fonctionne bien, on se doit d'être sur le pont en toutes circonstances ! Chacun a un rôle clairement défini, que ce soit ceux qui interviennent ou ceux qui gèrent l'organisation de la réunion et l'accueil des militants ou des journalistes. Le jour même, on assiste à l'aboutissement d'un travail collectif, entre le secrétariat général et les responsables sur place, qui aura pris quelques jours.

« Mon objectif est de tout faire pour que les dirigeants de demain défendent enfin l'intérêt national. »

Vers quel avenir vous projetez-vous ? Peut-être enseignant à votre tour ?

Mon objectif est, dans un premier temps, d'apporter aux professeurs une voix différente de celle que leur assène le gouvernement, qui entend conserver les acquis de notre pays en matière d'instruction (notamment l'autorité du professeur), mais qui se veut également novatrice, en éliminant ce qui n'a pas marché (par exemple, en finir avec la méthode globale). Cette voix, nous entendons la développer dans le milieu enseignant, afin d'éveiller les prises de conscience. Désormais, le collectif que nous incarnons a investi la société civile, au point d'être reconnu publiquement par Najat Vallaud-Belkacem.

À terme, mon objectif est de faire en sorte que nous puissions diriger un jour notre pays, d'appliquer les idées que nous portons. Nous cherchons donc à nous structurer en interne pour investir le ministère de l'Éducation nationale. Là aussi, nous aurons besoin de l'administration centrale : si le ministre décide de la politique à mener, l'administration, elle, doit suivre et appliquer les décisions à tous les étages. Il est donc nécessaire d'avoir une équipe solide en interne autour de ceux qui prendront les grandes décisions de demain. C'est dans cette optique que je poursuis mon engagement au sein du Collectif Racine, et c'est aussi cet avenir que j'imagine.

Et l'avenir de la France, de quoi un jeune comme vous pense-t-il qu'il devra-t-il être fait ?

Je considère que nous devons avant tout restaurer l'autorité de l'Etat, et en premier lieu celle du chef de l'Etat, depuis trop longtemps oubliée. Notre régime ne peut être stable que si le lien de confiance qui existe entre le Président et le peuple est pérenne. Le plébiscite est un bon moyen de préserver ce lien. Si le Président devient impopulaire, il doit prendre ses responsabilités et laisser sa place. C'est ce fonctionnement qu'il manque et qui rend la situation actuelle si crispante.

Ensuite, la France doit être, à mon sens, gouvernée par des gens qui sont mus par la défense de l'intérêt national. On assiste aujourd'hui à une parfaite conjonction de l'intérêt personnel de nos dirigeants et de l'intérêt extra-national. Il y a une vraie complaisance entre, d'une part, l'attribution des places des élites qui nous gouvernent (avec par exemple la reconversion de Moscovici en tant que commissaire européen) et l'accueil massif d'étrangers qu'on n'a absolument pas le moyen de loger ou de nourrir, tant il y a déjà des millions de Français pauvres. Cette situation absurde, qui nie complètement l'intérêt des Français, ne peut déboucher que sur un revirement brutal, qui se fera certainement qu'avec l'élection de Marine Le Pen à la tête de l'Etat. ●



Entretien avec **Valérie Laupies**,
directrice d'école

Madame Laupies, pourriez-vous, s'il vous plait, vous présenter à nos lecteurs ?

Directrice d'école et enseignante en ZEP depuis 22 ans dans les Bouches-du-Rhône, je suis par ailleurs engagée dans la vie politique. En effet, je suis Conseillère régionale FN en PACA, conseillère municipale à Tarascon ; d'autre part, Marine Le Pen m'a fait l'honneur de me nommer membre du bureau politique du Front national en 2012, à l'issue de la bataille des Législatives où j'ai failli l'emporter sur Michel Vauzelle, président de la région PACA. Marine m'a aussi chargée de mission sur les questions de l'école au sein du FN.

« Pouvoir élaborer pas à pas avec les enseignants qui nous rejoignent le programme politique sur l'Éducation nationale de 2017 pour Marine Le Pen est un privilège ! »

Vous êtes l'une des cofondatrices du Collectif Racine et vous en êtes par ailleurs vice-présidente, pourriez-vous préciser ce qui vous a incitée à participer à cette aventure ?

Exprimer publiquement mes convictions sur l'école primaire est pour moi passionnant. Ces convictions sont le fruit de mon analyse du terrain, le fruit de ma réflexion sur mon métier que j'aime toujours énormément. Pouvoir aussi élaborer pas à pas avec les enseignants qui nous rejoignent le programme politique sur l'éducation nationale de 2017 pour Marine Le Pen est un privilège !

Quels liens faites-vous entre votre engagement politique et votre engagement pour le redressement de l'École ?

Mon métier éprouvé chaque jour nourrit ma conscience politique et m'éclaire sur les choix que nous avons à proposer à Marine. Mon combat d'élue me permet de garder la foi dans mon travail de professeur. En effet, je sais qu'il existe des alternatives concrètes et plausibles à mettre en œuvre pour redresser l'école, alternatives dont nos adversaires ne parlent jamais.

« Je sais qu'il existe des alternatives concrètes et plausibles à mettre en œuvre pour redresser l'école, alternatives dont nos adversaires ne parlent jamais. »

Valérie Laupies manqua de peu l'élection à l'Assemblée nationale en 2012 avec un score de 48,71%



Avez-vous connu des formes de « diabolisation » dans votre vie professionnelle, suite à ces engagements ?

Ce qui m'a fait hésiter à m'engager sur la liste aux Régionales en 2010, c'est la peur de me retrouver persécutée au sein de ma corporation. Il a donc fallu que j'apprenne à me défendre correctement, en m'appuyant sur les textes de loi, pour effectivement faire face aux attaques de ma hiérarchie entre autres. Si ces injustices sont éprouvantes, elles sont aussi enrichissantes puisque j'ai appris à me positionner clairement; je constate d'ailleurs aujourd'hui un respect croissant de mes collègues et de ma hiérarchie. Certains professeurs sont même curieux de me connaître.

Vous êtes donc engagée pour la victoire de Marine Le Pen en 2017 ; quelles vous semblent être les mesures prioritaires qu'il conviendra de mettre en œuvre pour l'avenir de l'École ?

- Revoir les méthodes utilisées à l'école primaire. La méthode syllabique de lecture est à rétablir urgemment. En règle générale, aller du simple au complexe dans l'apprentissage pour transmettre des connaissances et non des compétences ;
- La formation des enseignants doit être faite par des professeurs expérimentés plutôt que par des experts déconnectés de la réalité du terrain ;
- Avoir les mêmes exigences envers tous les élèves qu'ils soient issues de l'immigration ou non, c'est-à-dire stopper l'assistanat et encourager les élèves à l'effort et au mérite pour rattraper les lacunes culturelles. ●



Intervention de Valérie Laupies en séance du conseil régional



Entretien avec **Gilles Pennelle**,
professeur d'histoire et géographie

Gilles Pennelle, pourriez-vous, s'il vous plait, vous présenter à nos lecteurs ?

Âgé de 53 ans, je suis professeur d'Histoire-Géographie dans l'enseignement privé sous contrat en lycée depuis 31 ans. J'ai fait toute ma scolarité dans l'enseignement public. A l'école primaire, j'ai eu la chance d'avoir de vieux maîtres qui étaient probablement les derniers « hussards noirs de la République ». Engagé de toutes mes forces auprès de Marine Le Pen, je suis Conseiller Municipal Front National de Fougères et serai la tête de liste en Bretagne aux prochaines élections régionales.

Avez-vous connu des formes de « diabolisation » dans votre vie professionnelle d'enseignant, du fait de votre engagement politique ?

Oui, il y a un peu plus d'un an, un « quarteron » d'enseignants politisés en manque de notoriété a lancé dans mon lycée et dans la presse locale une pétition contre moi. Sur 90 professeurs, seulement 15 l'ont signée ! Les élèves et les parents d'élèves se sont immédiatement et publiquement désolidarisés du mouvement et m'ont apporté leur soutien, reconnaissant un professeur qui, lui, faisait la différence entre son métier et son engagement politique.

Quels sont à votre avis les principaux maux dont souffre l'École de la République ?

L'école de la République a renoncé à sa mission première : transmettre des savoirs. Réforme après réforme, elle est devenue un lieu d'animation et non plus d'instruction. Le pédagogisme triomphe, provoquant l'ennui chez les élèves et le découragement chez les enseignants. En faisant d'abord de l'élève « l'acteur de sa formation » on a considérablement réduit l'autorité, le rôle et l'image des professeurs.



Venue de Marine Le Pen à Fougères (Ille-et-Vilaine) en octobre 2013



Conseil régional de Bretagne - les élections de décembre peuvent être une occasion pour les enseignants patriotes de faire entendre leur voix au sein de l'assemblée régionale

Vous serez très certainement élu au Conseil régional de Bretagne lors des prochaines élections, comment comptez-vous vous positionner sur les problématiques d'éducation et de formation, dans le cadre de votre futur mandat ?

Même si le Conseil Régional ne peut intervenir directement dans le contenu des enseignements, il a un rôle à jouer, en renforçant par exemple les moyens pour l'enseignement professionnel et technologique. Ces filières doivent être revalorisées. Tout le monde n'est pas fait pour avoir un bac S ! Je veillerai aussi au contenu des assiettes des lycéens bretons : ni hallal, ni viande étrangère...

« L'école de la République a renoncé à sa mission première : transmettre des savoirs. »

Vous êtes engagé pour la victoire de Marine Le Pen en 2017, quelles vous semblent être les mesures prioritaires qu'il conviendra de mettre en œuvre pour le redressement de l'École ?

Il faut rompre avec l'esprit qui a guidé toutes les réformes depuis des décennies en rétablissant l'école du savoir et la sélection garante d'une bonne orientation. La priorité est une refonte totale de l'école primaire dont la mission première doit être d'apprendre les fondamentaux (lecture, écriture, calcul et connaissances de base). Dans l'enseignement secondaire, il faut rompre avec le collège unique, le pédagogisme et rétablir l'autorité des professeurs. Le rôle de l'inspection générale et des forteresses syndicales, qui sont au cœur de la faillite de l'éducation nationale, sera aussi remis en cause. L'apprentissage et la formation par alternance devront retrouver toute leur place. ●



Entretien avec **Nathalie Le Guen**,
professeur d'espagnol

Nathalie Le Guen, pourriez-vous, s'il vous plaît, vous présenter à nos lecteurs ?

J'ai 40 ans et je suis responsable du Collectif Racine de Gironde. Je suis professeur d'espagnol dans un collège privé sous contrat avec l'Etat. J'ai été élue conseillère municipale à Bègles en mars 2014. Je siège aujourd'hui dans l'opposition du député-maire de cette ville.

Quelles sont les raisons qui ont motivé votre engagement au Collectif Racine et en quoi consiste-t-il ?

Le Collectif Racine s'est imposé à moi comme une évidence en tant qu'enseignante patriote, me rendant compte que je n'étais pas seule, loin s'en faut ! Nous avons ouvert la section de Gironde le 18 octobre dernier à Bègles en compagnie d'enseignants très engagés au RBM. Notre particularité est de former un groupe essentiellement composé de professeurs de langues vivantes nous permettant ainsi de travailler et de conforter nos opinions sur l'enseignement des langues à l'école. Je suis par ailleurs coordinatrice pour les régions Aquitaine et Midi Pyrénées. Cette fonction nous permet de fédérer les informations des différentes sections.

« L'École actuelle n'enseigne plus les bases "lire, écrire, compter" »

Entretien avec **Jean Philippini**,
proviseur adjoint

Monsieur Philippini, pourriez-vous, s'il vous plaît, vous présenter à nos lecteurs ?

Je suis proviseur adjoint, dans l'Education nationale depuis 15 ans. J'ai un parcours typiquement républicain : quelques années dans une entreprise publique, professeur d'école, directeur puis personnel de direction. J'ai ainsi une vision globale du système éducatif.

Quelles sont les raisons qui ont motivé votre engagement au Collectif Racine ?

J'ai ressenti le besoin de participer à une réflexion sur la direction prise par notre système éducatif depuis une trentaine d'années. Je me suis rendu compte que les membres du Collectif Racine partageaient les mêmes constats et qu'il était urgent de formuler des propositions pour retrouver l'excellence de notre système.

Quels liens faites-vous entre votre engagement politique et votre engagement pour le redressement de l'École et de l'Université françaises ?

Les différents gouvernements qui se sont succédés ne se sont pas montrés compétents en matière d'éducation de la maternelle au supérieur. La ministre actuelle est dépassée par la noble tâche qui lui a été confiée. Les enseignants RBM et nos élus ont le recul nécessaire pour analyser les failles du système. Est-il normal qu'un professeur de droit démissionne de son poste car trop agacé de corriger des fautes de français lors des examens de licence? Très objectivement, cela démontre bien la grande braderie du baccalauréat avec des taux de réussite imposés. Cela doit cesser pour le bien de nos élèves et des enseignants.

Quels sont à votre avis les principaux maux dont souffre l'École de la République ?

Les fondamentaux ont largement été oubliés depuis très longtemps. L'École actuelle n'enseigne plus le savoir "lire, écrire, compter" qui sont pourtant les bases pour aborder sereinement une scolarité dans le secondaire, voire le supérieur. L'École de la République doit instaurer l'autorité du maître et imposer la fin du collège unique.

Vous êtes engagé pour la victoire de Marine Le Pen en 2017, quelles vous semblent être les mesures prioritaires qu'il conviendra de mettre en œuvre pour le redressement de l'École ?

L'École de 2017 ne devra pas se baser sur des projets incessants qui n'aboutissent finalement jamais. Revenons aux fondamentaux et mettons les élèves au centre des préoccupations pour leur avenir et l'avenir de la France. ●

En tant que personnel de direction, il vous est difficile d'assumer publiquement vos orientations politiques, que pensez-vous de cette situation ?

Il est très difficile d'assumer un engagement patriote au sein de l'institution scolaire. Non en raison des constats qui sont en réalité partagés par beaucoup de professeurs, mais plutôt à cause d'une hiérarchie fortement idéologisée. Une minorité de personnes, qui sévit depuis des années dans l'Education nationale, sûre d'elle même, est prête à user de son pouvoir sans vergogne pour faire plier ceux qui ne sont pas d'accord. Et tout ça avec bonne conscience. ●●●

« Il est très difficile d'assumer un engagement patriote au sein de l'institution scolaire, à cause d'une hiérarchie fortement idéologisée. »

Quelles évolutions (positives ou négatives) du système scolaire avez-vous observées au cours de votre carrière ?

Si guerre il y a eu entre les « pédagoges » et les « républicains », il y a longtemps que les pédagoges ont gagné. La critique bourdieusienne et la fascination pour des systèmes nordiques et anglo-saxon ont conduit à déconstruire le système français. Les concepts à la mode (transversalité, compétences, construction des savoirs par soi-même...) ont perdu les élèves en difficulté. L'école est devenue peu exigeante, déstructurée et illisible. Seuls les élèves bénéficiant d'un soutien externe et d'un contexte familial favorable s'en sortent. Ces méthodes appliquées au primaire ont échoué : le niveau baisse, les inégalités s'accroissent. Que faire ? Les généraliser dans le secondaire d'après le gouvernement !

« La priorité doit être donnée à un retour à des horaires plus importants en Français et en Mathématiques. »

Vous êtes engagé pour la victoire de Marine Le Pen en 2017 ; quelles vous semblent être les mesures prioritaires qu'il conviendra de mettre en œuvre pour l'Ecole de la République ?

La priorité doit être donnée à un retour à des horaires plus importants en Français et en Mathématiques dans toute la scolarité. Les programmes doivent être réorientés vers une culture générale classique. Ce n'est pas en programmant une heure d'intervention sur le « vivre ensemble » que l'on formera des citoyens libres, mais par la fréquentation des grandes œuvres et par l'acquisition des savoirs. Il ne faut plus bannir l'apprentissage par cœur et les exercices répétitifs qui, s'ils ne sont pas une fin en eux-mêmes, ont leur utilité. Des heures de soutien/aide aux devoirs doivent être généralisées et obligatoires en fin de journée pour les élèves en difficulté ou ne bénéficiant pas d'un contexte familial favorable au travail. Et ces réformes ne pourront être menées qu'en reprenant en main le ministère et en écartant les idéologues qui sont les responsables de la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Ecole de la République. ●

Deux années d'engagement pour l'Ecole et l'Université en chiffres

Le Collectif Racine, c'est

- 1200 adhérents environ
- une implantation locale dans 15 départements
- une quarantaine de communiqués de presse
- une « Lettre » trimestrielle (dont c'est le n°7)
- un site internet (nombre de visiteurs quotidiens : entre 500 et plusieurs milliers), où paraissent régulièrement des analyses, des tribunes et des articles
- une activité soutenue sur les réseaux sociaux Twitter et Facebook
- 8 groupes de travail thématiques nationaux, en charge de contribuer au programme présidentiel

Huit groupes de travail nationaux travaillent au projet de programme présidentiel

Au sein du Collectif Racine, des groupes de travail thématiques nationaux (GTN) se sont constitués. Leur vocation : contribuer à l'élaboration du programme présidentiel de Marine Le Pen. En voici la liste :

- **GTN1** : école primaire, comprenant deux pôles complémentaires : école maternelle et école élémentaire
- **GTN2** : enseignement supérieur, comprenant deux pôles complémentaires : universités et CPGE-Grandes Ecoles :
- **GTN3** : administration de l'Education nationale et de l'enseignement supérieur (travaillant notamment sur le redéploiement des moyens — réformes à budget constant —, la recentralisation)
- **GTN4** : recrutement, formation et évaluation des enseignants :
- **GTN5** : objectifs et programmes d'enseignement, comprenant quatre pôles : promotion des enseignements scientifiques, enseignement de l'histoire et de la géographie, humanités et langues vivantes
- **GTN6** : formation professionnelle (incluant l'enseignement professionnel, et travaillant notamment sur l'apprentissage)
- **GTN7** : éducation prioritaire
- **GTN8** : parcours et civilité scolaires (travaillant notamment sur le redoublement, le rétablissement de l'autorité, la lutte contre la violence scolaire)

Trois sections départementales ont été lancées en fin d'année scolaire :

- Samedi 13 juin à Strasbourg, lancement du Collectif Racine du Bas-Rhin, en présence d'Alain Avello et Julia Abraham, qui a été officialisée à cette occasion secrétaire départementale du CR pour le Bas-Rhin.



Conférence de lancement du Collectif Racine du Bas-Rhin, le 13 juin

- Lundi 15 juin à Carpentras, lancement du Collectif Racine du Vaucluse, en présence de Marion Maréchal-Le Pen, Valérie Laupies, directrice d'école et conseillère régionale PACA, Alain Avello, Yannick Jaffré et Julien Langard qui a été officialisé à cette occasion secrétaire départemental du CR pour le Vaucluse.



Réunion publique sur les réformes en cours et l'avenir de l'Ecole



Conférence de lancement du Collectif Racine de Vaucluse le 15 juin



Nous contacter

78, rue des Suisses 92000 Nanterre
Courriel : contact@collectifracine.fr

- Mardi 16 juin à Lyon, lancement du Collectif Racine du Rhône, en présence de Valérie Laupies, Alain Avello, Christophe Boudot (SD FN 69) et Norbert Hekimian, qui a été officialisé à cette occasion secrétaire départemental du CR pour le Rhône.

BULLETIN D'ADHESION



Coupon à retourner à :

Collectif Racine
78 Rue des Suisses
92000 NANTERRE

secretariat@collectifracine.fr

NOM _____
PRENOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
TEL. _____ PORTABLE _____
MAIL _____ DATE DE NAISSANCE ____/____/____
 > JE SUIS ENSEIGNANT
MATIERE(S) ENSEIGNE(E)S _____ DE NIVEAU(X) _____
TYPE D'ETABLISSEMENT _____
 > AUTRE (PRECISER) _____

- Adhésion Simple : 25 €
 Je suis adhérent à jour de cotisation du FN, du SIEL, du PEC et/ou du RBM : 20 €
 Je souhaite faire un don de (montant libre) : _____ €

Chèque à l'ordre de " Collectif Racine "

Signature :